

Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : les risques menaçant la reprise persistent

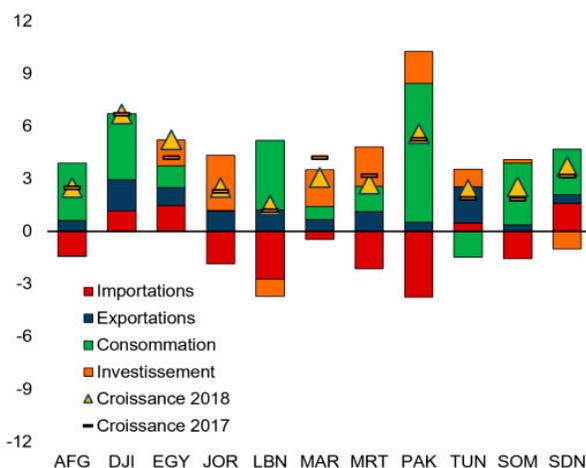
Le redressement de la croissance dans les pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) devrait se poursuivre en 2018, sous l'effet combiné des réformes en cours, du regain de confiance dans certains pays et de la progression continue de la demande extérieure. Si les perspectives demeurent globalement positives, avec un léger rebond de l'activité économique prévu pour 2019, elles ont été revues à la baisse pour la plupart des pays par rapport aux prévisions établies dans les Perspectives économiques régionales d'octobre 2017, et les aléas restent de nature baissière. De plus, la croissance devrait demeurer trop faible pour fournir assez d'emplois à une population active en pleine expansion. Pour atteindre une croissance reposant sur une large assise et bénéfique pour tous, il conviendra d'accélérer les réformes structurelles qui améliorent le climat des affaires et stimulent la productivité. Par ailleurs, il demeure primordial de procéder à un rééquilibrage budgétaire qui préserve les dépenses sociales et les investissements indispensables tout en assurant la stabilité.

La reprise de la croissance reste fragile

Selon les estimations, **la croissance régionale** a atteint 4,2 % en 2017. Elle devrait poursuivre sa progression pour atteindre 4,7 % cette année et 5 % en moyenne sur la période 2019–23, certains pays affichant des taux nettement plus élevés (graphique 2.1). La poursuite du renforcement

des perspectives dans la zone euro (voir la section *Évolutions mondiales*) va continuer d'appuyer l'activité économique par le biais des exportations, des envois de fonds, de l'investissement direct étranger et du tourisme (graphique 2.2). Toutefois, la persistance des conflits et leurs répercussions dans la région, les inquiétudes en matière de sécurité, le niveau plus faible que prévu de l'investissement public

Graphique 2.1
Croissance, 2018 : la consommation accompagnée par les exportations et l'investissement
(Contributions à la croissance du PIB réel, pourcentage)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : les abréviations de ce graphique correspondent aux codes pays de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Graphique 2.2
La demande extérieure tire la croissance

(Moyenne mobile sur trois mois, pourcentage de variation par rapport à la même période de l'année précédente)



Sources : autorités nationales ; base de données des statistiques financières internationales du FMI ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : les abréviations de ce graphique correspondent aux codes pays de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Pays concernés par les arrivées de touristes : EGY, JOR et MAR. Pays concernés par les exportations : AFG, DJI, EGY, JOR, LBN, MRT, MAR, PAK, SDN, SYR et TUN. Pays concernés par les envois de fonds : EGY, JOR, MAR, TUN et PAK. Pays concernés par l'investissement direct étranger : EGY, MAR et PAK. Calculé sous la forme de variations trimestrielles.

(Afghanistan, Jordanie), les retards dans la mise en œuvre et l'achèvement des réformes structurelles (Jordanie, Maroc, Pakistan, Tunisie), et l'incertitude politique et stratégique (Liban, Pakistan) continuent de plomber la croissance. Dans l'ensemble, les perspectives ont été légèrement revues à la baisse par rapport aux *Perspectives économiques régionales* d'octobre 2017.

Les ***perspectives pour l'Égypte se sont améliorées*** par rapport aux projections d'octobre 2017. Dans le cadre du programme soutenu par le FMI, le regain de confiance stimule la consommation des ménages et l'investissement, et s'ajoute à la progression des exportations et du tourisme. La croissance sur l'exercice budgétaire 2018 devrait atteindre 5,2 % (contre 4,2 % l'an dernier) et poursuivre son accélération pour se situer à 5,5 % lors de l'exercice 2019, portée par l'augmentation de la production de gaz. Grâce à une amélioration de l'approvisionnement énergétique, aux investissements liés au Corridor économique Chine-Pakistan et au dynamisme du crédit, la croissance estimée du ***Pakistan*** s'est hissée à 5,6 % lors de l'exercice budgétaire 2018, contre 5,3 % l'an dernier. Toutefois, les perspectives ont été affaiblies par un accroissement des vulnérabilités macroéconomiques et des dérapages de la politique intérieure, les projections tablant désormais sur une croissance modérée de 4,7 % lors de l'exercice 2019.

Les ***perspectives de croissance pour les autres pays sont plus modestes***. La croissance au Soudan devrait passer de 3,2 % en 2017 à 3,7 % cette année. Le renforcement de l'optimisme engendré par la levée des sanctions commerciales et financières imposées par les États-Unis en octobre 2017 y a stimulé la demande intérieure et encouragé les flux d'investissements étrangers. Cependant, la persistance de difficultés budgétaires et extérieures devrait provoquer un

ralentissement de la croissance à 3,5 % en 2019. Forte d'une reprise de l'agriculture, des exportations de produits manufacturés et du tourisme, la Tunisie devrait voir sa croissance passer de 1,9 % en 2017 à 2,4 % en 2018, malgré une baisse de la production de phosphate. La croissance devrait poursuivre son accélération pour se porter à 2,9 % en 2019. En Jordanie, la croissance va légèrement augmenter, de 2,3 % en 2017 à 2,5 % en 2018, avant d'atteindre 2,7 % en 2019. Elle devrait être freinée par les retards dans la mise en œuvre des réformes structurelles, un contexte régional délicat, et une marge de manœuvre réduite pour les investissements publics compte tenu de tensions budgétaires. En Mauritanie et au Maroc, la croissance va fléchir à 2,7 et 3,1 % respectivement en 2018 (contre 3,2 et 4,2 % respectivement en 2017) en raison de l'impact de la sécheresse sur l'agriculture. Néanmoins, un rebond à 4,5 % pour la Mauritanie et à 4 % pour le Maroc se profile pour 2019.

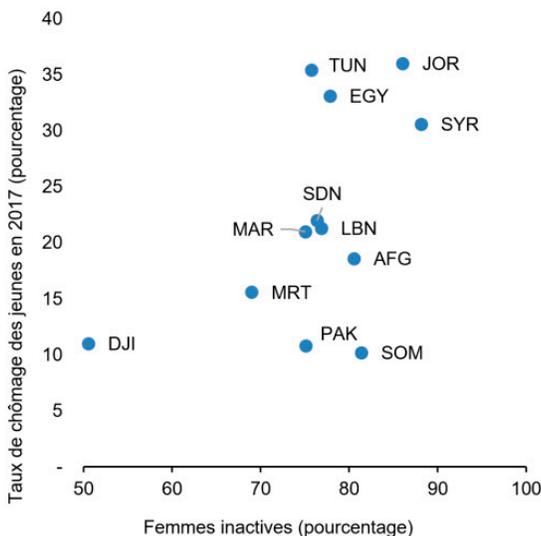
Les perspectives de croissance pour les ***pays en situation de conflit*** restent moroses. L'impact des conflits régionaux sur la confiance, le commerce, le tourisme, l'investissement et l'immobilier va entraver la reprise au Liban. La croissance devrait passer de 1,2 % en 2017 à 1,5 % en 2018 puis à 1,8 % en 2019. Bien qu'en progression, la croissance en Somalie et en Afghanistan reste fragile, la sécheresse et les problèmes de sécurité continuant de pénaliser l'activité économique.

Une croissance trop faible pour créer les emplois nécessaires

Avec une moyenne de 4,9 % sur la période 2018–22, les taux de croissance restent trop faibles pour exercer un réel effet à la baisse sur le **chômage**, en particulier chez les jeunes (graphique 2.3 ; encadré 1.2). Compte tenu d'une croissance annuelle de la population active prévue de 2,2 % au cours des cinq prochaines années, les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP auraient besoin d'une croissance annuelle du PIB de 6,2 % pour maintenir le taux de chômage à son niveau actuel de 10 %¹. Pour stimuler la croissance, les gouvernements devront accélérer le rythme des **réformes structurelles**, ce qui permettra au secteur privé de prospérer et de générer les emplois nécessaires. Cela est fondamental, car, compte tenu de l'ampleur des vulnérabilités budgétaires des pays, le secteur public n'a pas la

Graphique 2.3

Taux de chômage des jeunes et part de femmes inactives, 2017



Sources : Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale ; calculs des services du FMI.

Note : les abréviations de ce graphique correspondent aux codes pays de l'Organisation internationale de normalisation (ISO)

capacité d'absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail (voir l'encadré 1.1 du chapitre 1). Le processus de réformes pourrait, toutefois, être ralenti par des élections à venir (Liban, Mauritanie, Pakistan, Tunisie) et par un environnement politique plus complexe. De plus, le niveau élevé de la perception de la corruption et le manque de transparence (FMI, à paraître) dans plusieurs pays pourraient non seulement influencer directement les résultats macroéconomiques en réduisant l'investissement et la productivité, mais aussi accentuer les tensions sociales et entraver les réformes.

Les pays de la région prennent progressivement des mesures destinées à améliorer **la gouvernance et la transparence**. Par exemple, le Soudan a chargé des auditeurs externes d'examiner les politiques publiques. L'Afghanistan a promulgué une législation qui criminalise la corruption, tandis que le Maroc, la Tunisie et la Somalie sont en train de mettre en œuvre des lois anti-corruption. Les gouvernements déploient également des efforts destinés à consolider **le climat des affaires**, comme au Pakistan, où le cadre régissant les faillites a récemment été renforcé.

Toutefois, comme cela a été souligné lors des récents **débats au Maroc** (encadré 1.2), des efforts restent à accomplir pour améliorer la responsabilisation du secteur public, favoriser le dynamisme du secteur privé et garantir l'égalité d'accès aux opportunités.

¹ L'élasticité de la croissance du PIB par rapport à l'emploi utilisée pour les importateurs de pétrole de la région

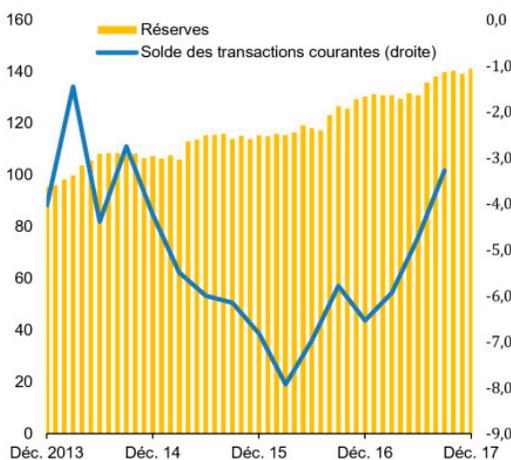
MOANAP est de 0,39 (Crivelli, Furceri et Toujas-Bernate, 2012).

La position extérieure et les finances publiques s'améliorent, mais des vulnérabilités budgétaires demeurent

En déclin depuis trois ans, *les exportations* des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP *ont progressé* de 6,4 % en 2017. L'accélération devrait se poursuivre en 2018 (8,4 %) et en 2019 (8,6 %). Cette tendance trouve son origine dans le redressement de la demande extérieure, le passage à des taux de change plus flexibles (Égypte, Pakistan, Tunisie), des progrès en matière de compétitivité (Maroc, Tunisie), et un rebond des prix des phosphates (Maroc, Tunisie), des métaux (Mauritanie) et du coton (Pakistan). A l'inverse, malgré l'impact de la hausse des cours du pétrole par rapport à 2017, *la croissance des importations devrait ralentir* à 4,8 % en 2018 (contre 6,8 % en 2017) et rester globalement stable à 5,5 % sur le moyen terme. Cette compression des importations tient en partie au ralentissement anticipé des flux de capitaux entrants pour des projets d'infrastructure (Djibouti, Mauritanie, Pakistan). Le déficit courant de la région devrait donc baisser pour

Graphique 2.4

Réserves et solde des transactions courantes des banques centrales (Milliards de dollars)



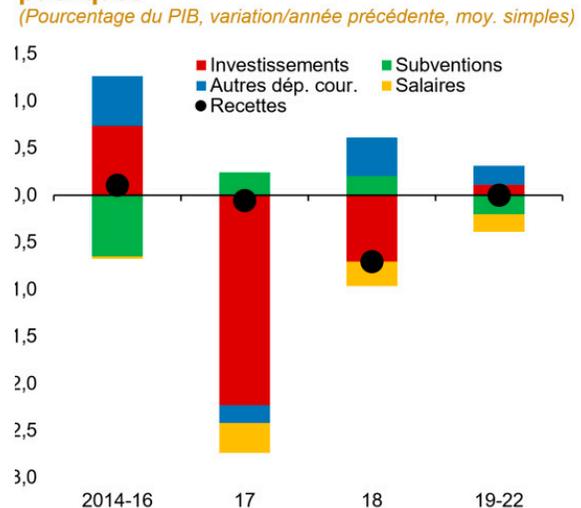
Sources : autorités nationales ; base de données des statistiques financières internationales du FMI ; calculs des services du FMI.
 Note : droite = échelle de droite. Pays concernés par les réserves : AFG, EGY, JOR, LBN, MAR et PAK. Pays concernés par le solde des transactions courantes : EGY, JOR et TUN.

passer de 6,5 % du PIB en 2017 à 6,2 % en 2018 puis 5,7 % en 2019. Cependant, ces performances auraient encore pu être supérieures si les cours du pétrole étaient restés aux niveaux anticipés en octobre.

L'intensification des *entrées de capitaux* (Égypte, Maroc), y compris sous la forme d'émissions obligataires internationales (Égypte, Jordanie, Tunisie) et de subventions octroyées par des gouvernements étrangers (Afghanistan, Somalie), a amplifié l'impact de l'augmentation de la demande extérieure *en contribuant à renforcer les réserves* dans la plupart des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP (graphique 2.4). Au niveau régional, les réformes des subventions, la diminution des dépenses d'équipement et le renforcement de la mobilisation des recettes contribuent à l'amélioration de la *situation des finances publiques* : le déficit est passé de 6,8 % du PIB en 2016 à 6,5 % en 2017 et 5,9 % en 2018. D'autres ajustements budgétaires sont à prévoir (graphique 2.5). Ils concernent des efforts destinés à relever ou harmoniser les taxes sur la valeur ajoutée (Égypte), à supprimer ou réduire les exonérations (Jordanie, Maroc), à corriger des

Graphique 2.5

Variations des dépenses et des recettes publiques (Pourcentage du PIB, variation/année précédente, moy. simples)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI

faillies, à renforcer l'administration, et à réformer les régimes d'imposition du revenu et des entreprises (Jordanie, Maroc). Dans le cadre de programmes soutenus par le FMI, l'Égypte et la Tunisie devraient réaliser des ajustements favorables à la croissance et à la composante sociale à hauteur de 2 et 0,7 points de pourcentage du PIB respectivement. Ces efforts se traduiront par une augmentation des impôts et l'adoption de nouvelles mesures destinées à réduire les subventions, tout en maintenant un niveau minimal de dépenses sociales.

Cependant, *les niveaux de la dette publique restent élevés*, et dépassent 80 % du PIB dans plusieurs pays (Égypte, Liban, Soudan ; graphique 2.6). Dans de telles proportions, la dette constitue un immense fardeau pour l'économie, le service de la dette prenant le pas sur les dépenses favorables à la croissance. Par exemple, les paiements d'intérêts se situent, en moyenne, entre 5 et 10 % du PIB pour l'Égypte et le Liban. Par ailleurs, ces encours colossaux ne font qu'accroître les vulnérabilités extérieures, compte tenu de la forte proportion de dette libellée en devises étrangères. Ce fardeau devrait

s'alourdir avec la hausse des coûts de financement liée au resserrement attendu de la politique monétaire dans les pays avancés, en particulier pour les pays de la région MOANAP où les déficits demeurent élevés (Égypte, Liban) et où la dette à refinancer à court terme est importante (Égypte). Ce constat souligne l'importance de poursuivre les efforts de réduction de la dette.

Les pressions inflationnistes s'atténuent et les secteurs financiers restent robustes

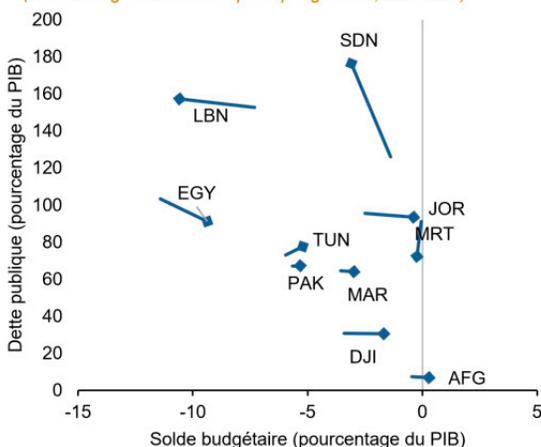
Les pressions inflationnistes dans la région ont diminué, *l'inflation restant globalement stable* à environ 12 %. Cela s'explique essentiellement par l'atténuation de l'impact de facteurs ponctuels en Égypte et au Soudan et, dans certains cas, par un resserrement de la politique monétaire (Jordanie, Tunisie) ou une baisse des prix de l'alimentation (Maroc, Pakistan ; graphique 2.7).

Affichant traditionnellement des niveaux de prêts improductifs élevés, quoiqu'en baisse, les secteurs bancaires sont généralement restés stables, liquides et correctement capitalisés. *La croissance du crédit reste relativement dynamique*, aucun changement majeur n'étant à signaler par rapport aux évolutions décrites dans les *Perspectives économiques régionales* d'octobre 2017. Plusieurs pays (Égypte, Liban, Jordanie, Pakistan) commencent à faire appel à la technologie financière (« fintech ») pour améliorer l'intégration financière.

Pour une meilleure résilience, les autorités doivent poursuivre le renforcement des *cadres de réglementation et de surveillance* (Djibouti, Mauritanie), renforcer leurs régimes d'insolvabilité et de faillite (Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie), et dans certains cas leurs dispositions relatives à l'assurance-dépôt (Égypte, Pakistan). Les autorités nationales doivent

Graphique 2.6
Diminution des déficits budgétaires, 2017 et 2018

(Solde budgétaire et dette publique globaux, % du PIB)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.

Note : les abréviations correspondent aux codes pays de l'Organisation internationale de normalisation. Le losange correspond à 2018 et le début de la flèche à 2017.

Graphique 2.7

Inflation

(Variation annuelle en pourcentage)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.

Note : pays concernés par l'IPC global : EGY, JOR, LBN, MAR, PAK, SDN, TUN.

IPC = indice des prix à la consommation.

également rester vigilantes et prêtes à adapter leurs dispositifs à de nouvelles sources de risques, au vu en particulier de l'expansion des fintech. Par ailleurs, les pays doivent renforcer leurs cadres de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ces démarches vont leur permettre de s'aligner sur les normes internationales (Afghanistan, Somalie, Soudan) afin de veiller à ce que les secteurs privés conservent leur accès aux services financiers.

Les aléas restent de nature baissière

Dans l'ensemble, les *aléas* restent de nature baissière :

- Une détérioration des conflits régionaux ou des conditions de sécurité, une intensification des tensions sociales intérieures ou encore une lassitude des réformes pourrait remettre en cause la mise en œuvre des politiques et des réformes, affaiblissant par là même l'activité économique.

- Les cours du pétrole devraient dépasser 60 dollars le baril en 2018-19, soit une hausse de 20 % par rapport à 2017. Si elle se poursuit, l'appréciation des cours pourrait porter préjudice à la consommation, accentuer les pressions budgétaires et aggraver les déséquilibres extérieurs dans la plupart des pays. Par exemple, une hausse de 10 dollars des cours du pétrole par rapport au scénario de référence creuserait la balance courante des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP de 1 point de pourcentage du PIB.
- Un resserrement des conditions financières ou un accroissement de la volatilité pourrait alourdir le coût de l'emprunt pour les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP. Cela renforcerait les inquiétudes entourant la viabilité des finances publiques, plomberait les bilans des banques et affaiblirait l'activité du secteur privé. Un éventuel resserrement pourrait être particulièrement préjudiciable pour des pays confrontés à d'importants besoins de financement sur le court terme. Si l'on tient compte des besoins de financement bruts pour 2018, un relèvement de 200 points de base des taux d'intérêt par rapport au scénario de référence augmenterait les coûts du financement de 0,9 point de pourcentage du PIB au Liban, 0,8 en Égypte et 0,7 au Pakistan. Par ailleurs, le resserrement des conditions financières internationales pourrait engendrer des sorties de capitaux, ce qui exercerait une pression sur les positions extérieures et les taux de change.

- Le relèvement des droits de douane et un glissement vers des politiques de repli pourraient diminuer le volume du commerce international ou impacter les prix des produits de base, car ils supprimeraient le soutien apporté par la demande extérieure.

Toutefois, les performances de certains pays pourraient dépasser les prévisions si l'activité de leurs principaux partenaires commerciaux venait à s'améliorer davantage que prévu.

Bibliographie

Tamirisa, N., C. Duenwald, and an IMF staff team. 2018. “Public Wage Bills in the Middle East and Central Asia.” IMF Middle East and Central Asia Department Departmental Paper, International Monetary Fund, Washington, D.C.

Crivelli, E., Furceri, D., and J. Toujas-Bernate. 2012. “Can Policies Affect Employment Intensity of Growth? A Cross-Country Analysis.” IMF Working Paper 12/218, International Monetary Fund, Washington, D.C.

International Monetary Fund (IMF). Forthcoming. “Opportunity for All: Promoting Growth and Inclusiveness in the Middle East and North Africa.” Middle East and Central Asia Department Departmental Paper, Washington, D.C.

Région MOANAP : principaux indicateurs économiques, 2000–19

(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Moyenne 2000–14	2015	2016	2017	Projections	
					2018	2019
MOANAP¹						
PIB réel (croissance annuelle)	4,8	2,5	4,9	2,6	3,4	3,7
<i>dont croissance non pétrolière</i>	5,9	1,6	1,9	3,2	3,6	3,9
Solde extérieur courant	8,8	-4,0	-4,2	-0,9	0,5	-0,3
Solde budgétaire global	3,5	-8,6	-9,4	-5,6	-4,4	-3,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	7,1	5,6	4,7	6,3	8,2	6,8
Exportateurs de pétrole MOANAP						
PIB réel (croissance annuelle)	5,0	1,9	5,4	1,7	2,8	3,3
<i>dont croissance non pétrolière</i>	6,6	0,3	0,8	2,6	3,2	3,4
Solde extérieur courant	12,6	-3,8	-3,6	1,2	3,0	1,8
Solde budgétaire global	6,7	-9,2	-10,6	-5,2	-3,8	-2,8
Inflation (moyenne annuelle, %)	7,1	5,1	4,0	3,4	6,3	5,5
Exportateurs de pétrole MOANAP, hors pays en conflits						
PIB réel (croissance annuelle)	4,3	2,2	5,2	1,3	2,6	3,0
<i>dont croissance non pétrolière</i>	6,2	1,9	2,1	2,5	3,1	3,2
Solde extérieur courant	13,1	-3,1	-2,9	1,3	3,6	2,5
Solde budgétaire global	7,2	-7,8	-9,2	-4,9	-3,5	-2,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	6,9	4,9	4,5	3,6	6,5	5,7
Dont : Conseil de coopération du Golfe (CCG)						
PIB réel (croissance annuelle)	4,9	3,6	2,1	-0,2	1,9	2,6
<i>dont croissance non pétrolière</i>	6,9	3,5	1,6	1,8	2,7	2,7
Solde extérieur courant	16,5	-2,4	-3,4	2,1	4,3	3,1
Solde budgétaire global	9,7	-8,4	-10,8	-5,5	-3,4	-1,9
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,8	2,0	2,1	0,2	3,6	2,5
Importateurs de pétrole MOANAP						
PIB réel (croissance annuelle)	4,3	3,8	3,7	4,2	4,7	4,6
Solde extérieur courant	-2,2	-4,4	-5,7	-6,5	-6,2	-5,7
Solde budgétaire global	-5,6	-7,2	-6,8	-6,5	-5,9	-5,2
Inflation (moyenne annuelle, %)	7,6	6,8	6,2	12,4	12,2	9,5
MOAN¹						
PIB réel (croissance annuelle)	4,8	2,4	4,9	2,2	3,2	3,6
<i>dont croissance non pétrolière</i>	6,1	1,3	1,5	2,9	3,3	3,8
Solde extérieur courant	9,5	-4,4	-4,6	-0,6	1,1	0,2
Solde budgétaire global	4,2	-8,9	-10,0	-5,6	-4,3	-3,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	7,0	5,8	4,9	6,6	8,7	7,1
Monde arabe						
PIB réel (croissance annuelle)	5,1	3,2	3,1	1,7	3,0	3,5
<i>dont croissance non pétrolière</i>	6,4	2,3	1,1	2,6	3,2	3,7
Solde extérieur courant	10,6	-5,1	-6,1	-1,4	0,2	-0,7
Solde budgétaire global	4,7	-10,1	-11,3	-6,2	-4,8	-3,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	4,7	4,6	4,0	5,8	7,9	6,0

Sources : autorités nationales ; calculs et projections des services du FMI.

¹ Les données relatives à la période 2011-19 excluent la République arabe syrienne

Note : Les données se rapportent aux exercices pour les pays suivants : Afghanistan (21 mars/20 mars jusqu'en 2011, et 21 décembre/20 décembre par la suite), Iran (21 mars/20 mars) et Égypte et Pakistan (juillet/juin).

Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar et Yémen.

Pays du CCG : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar.

Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP hors pays en conflits : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Koweït, Oman et Qatar.

Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Somalie, Soudan, Syrie et Tunisie.

Monde arabe : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrie, Tunisie et Yémen.